
Les restes de l'industrie de l'uranium

Conflits autour de leur prise en charge

Conflicts Over The Care of Reminders from the Uranium Industry

Philippe Brunet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/tc/8111>

DOI : 10.4000/tc.8111

ISSN : 1952-420X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 octobre 2016

Pagination : 352-355

ISBN : 978-2-7132-2529-1

ISSN : 0248-6016

Référence électronique

Philippe Brunet, « Les restes de l'industrie de l'uranium », *Techniques & Culture* [En ligne], 65-66 | 2016, mis en ligne le 31 octobre 2016, consulté le 16 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/tc/8111> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tc.8111>





Philippe Brunet

Les restes de l'industrie de l'uranium

Conflits autour de leur prise en charge

L'industrie de l'uranium s'est déployée en France entre 1948 et 2001 ; d'abord avec le CEA, ensuite avec la COGEMA, une filiale créée en 1976 et enfin avec AREVA depuis 2001. La division minière de la Crouzille en Haute-Vienne a constitué l'établissement industriel le plus important du pays, de l'extraction du minerai d'uranium à sa concentration en *yellow cake*. Cette production a laissé trois types de restes : les stériles résultant du tri opéré par la teneur de coupure après extraction, les résidus issus de la concentration et les eaux d'exhaure. La masse de ces restes est quasiment équivalente à celle du minerai extrait et traité. Leur gestion est examinée ici sur le long terme. Les données analysées sont issues d'une enquête sociologique : plus de cent vingt entretiens, documents d'acteurs et articles de presse sur plus de cinquante ans.

Chaque acteur cherche à orienter le cours de cette gestion et à en spécifier le contenu à partir d'intentions et de pouvoirs d'agir asymétriques. Dès lors, des modes de production de connaissances, des catégories de classement et des procédures relatifs à ces restes sont produits dans des configurations plus ou moins conflictuelles. L'article explore ces intentions et ces pouvoirs d'agir des acteurs sur ces restes en tant que *capacité de prise en charge*. Deux modalités s'en dégagent : *l'attribution* à, qui implique une prise en charge de ces restes déléguée ; *la disposition* à qui engage une prise en charge directe. L'analyse porte sur trois périodes depuis 1948, qui sont autant de configurations sociales spécifiques de cette industrie de l'uranium. Elles correspondent chacune à des modalités variables de la capacité de prise en charge des restes.

Le temps béni de l'uranium est celui où la figure de l'ingénieur mineur domine. Le but est d'extraire et de traiter l'uranium, et d'en vivre bien. La spécificité radioactive du minerai est contenue dans l'univers du travail du mineur. Il doit s'en protéger mais vivre avec. Dans ce contexte, tous les restes, quels qu'ils soient, roches excavées ou résidus, sont identifiés comme « stériles ». Leur capacité de prise en charge s'exerce, pour une faible part, en *disposition* à. Dans ce cas, ils sont orientés vers des chantiers d'aménagement ou de construction. Mais, pour

la plus grande part, la capacité de prise en charge s'exerce comme *attribution à* lorsque le CEA la délègue à la nature. La symbolique de ce transfert est celle de « rendre à la nature » ce qui lui a été prélevé. Donc, ce qui n'est pas utile, « stérile », est restitué à une nature oublieuse.

Le temps disputé du nucléaire, à partir de 1976, correspond à une période où la demande de production d'uranium double en réponse au programme électronucléaire. De nombreuses mines sont ouvertes. Cette production a alors pour effet de mobiliser élus et associations de défense de l'environnement : les uns exigeant des retombées économiques, les autres dénonçant les cadres de vie perturbés. La figure hégémonique de l'ingénieur mineur est critiquée. Les conflits qui apparaissent portent sur les biens valorisables et sur les restes. D'une part, l'uranium comme bien commun se retrouve opposé à l'eau et aux paysages. D'autre part, les problèmes émergent posés par les restes. Ainsi, l'identité de « stériles » dévolue aux résidus se fragilise. *Attribuer à* la nature une capacité de prise en charge des restes est contesté par les associations. Mais ce point de vue désormais présent ne devient pas pleinement légitime. Dès lors, dessaisir la nature de cette capacité est loin d'être acquis.

La division minière de la Crouzille décide d'arrêter ses activités à partir de 1995. Vient *le temps incertain de la radioactivité* qui voit la configuration industrielle précédente s'effacer au profit d'une configuration environnementale. Dans ce cadre, le problème devient celui des restes et de leurs effets. Cette configuration n'est plus portée par l'exploitant mais par les élus et le mouvement associatif. Ainsi, au moment où confrontés à la reconversion du territoire les élus font le pari d'un Limousin « vert » et propre, le thème de la « poubelle radioactive » s'installe, promu par les associations. L'un des moments critiques est celui où AREVA est renvoyée devant la justice en 2004. L'exploitant doit y répondre d'une plainte associative qui concerne deux délits : la pollution, et le dépôt et l'abandon de déchets. La validité de la capacité de prise en charge des restes sous la modalité d'*attribution à* la nature est mise en question. Le jugement prononce la relaxe. Mais la pression oblige AREVA et l'État à activer l'autre modalité de capacité de prise en charge. Cherchant à contenir cette pression, ces deux acteurs déploient alors la modalité de *disposition à* sur un mode mineur, comme un problème à traiter en limite basse de risque. Néanmoins, la dynamique conflictuelle entretenue par les associations engendre l'évolution identitaire des restes de « stériles » en déchets radioactifs, plus ou moins bien reconnus. Dorénavant, *l'attribution à* la nature ne peut plus être la modalité admise. Elle devient toujours davantage une affaire de *disposition à*. Ces restes sont progressivement identifiés et contrôlés, et non plus oubliés.

L'évolution de la capacité de prise en charge des restes traduit donc des conceptions et des pratiques conflictuelles. La modalité *disposition à* qui en résulte n'est à ce jour pas stabilisée. Nul doute que le temps incertain de la radioactivité, comme période de préoccupations pour la prise en charge des restes, n'en est qu'à ses tout débuts. Une mémoire active de cette industrie et de ses restes est dès lors nécessaire. La conflictualité qui perdure doit être considérée comme une garantie à l'entretien de cette mémoire.

■ ■ ■



1. Une d'un journal régional suite à la découverte des premiers indices de l'uranium à Saint-Sylvestre.

En ligne

Retrouvez l'article complet sur [revues.org](http://tc.revues.org/), *Techniques&Culture* 65-66 « Réparer le monde » : <http://tc.revues.org/>

L'auteur

Philippe Brunet, professeur de sociologie à l'université de Paris-Est Marne-La-Vallée, est membre du LISIS. Ses recherches portent sur deux domaines : d'une part, la question environnementale posée par l'exploitation et la fermeture des mines d'uranium en France ; d'autre part, les développements des biotechnologies en biomédecine, notamment les cellules souches. Dans ce cadre, il s'intéresse aux relations entre la science et l'industrie et au travail dans la science.

Iconographie

Image d'ouverture. Chaîne de préparation du yellow-cake. © Th. Lamireau, fond *Sources et Rivières du Limousin*, 1993.

1. © Ph. Brunet.

Pour citer cet article

Brunet, Ph. 2016 « Les restes de l'industrie de l'uranium. Conflits autour de leur prise en charge », *Techniques&Culture* 65-66 « Réparer le monde. Excès, reste et innovation », p. 352-355.